Teuscher, Simon, *Erzähltes Recht. Lokale Herrschaft, Verschriftlichung und Traditionsbildung im Spätmittelalter*

Olivier Richard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2178>

DOI : 10.4000/ifha.2178

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Olivier Richard, « Teuscher, Simon, *Erzähltes Recht. Lokale Herrschaft, Verschriftlichung und Traditionsbildung im Spätmittelalter* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2178> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.2178>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Teuscher, Simon, *Erzähltes Recht. Lokale Herrschaft, Verschriftlichung und Traditionsbildung im Spätmittelalter*

Olivier Richard

- 1 Ce livre remarquable, issu d'une thèse d'habilitation de l'Université de Zurich, a reçu le prix H-Soz-u-Kult du livre d'histoire dans la catégorie « Histoire médiévale » en 2008. Pourtant, S.T. s'attaquait a priori à un sujet aride et technique, la mise par écrit des droits seigneuriaux locaux à la fin du Moyen Âge, et en particulier les Weistümer, ces déclarations de coutumes faites lors du plaid annuel (Weistum, Offnung en Suisse alémanique, est parfois [mal] traduit par « coutumier paysan », et appelé simplement « plaid »/ « plaict » dans les sources de Suisse romande). Les Weistümer ont été d'abord considérés comme les témoins du droit originel du peuple allemand, notamment par Jacob Grimm qui entreprit leur édition au milieu du XIXe siècle, puis, par Fritz Kern et ses disciples, comme ceux du « bon vieux droit » médiéval, un droit donné par Dieu selon les hommes du Moyen Âge, à l'opposé de la conception moderne du droit, décidé et imposé par les populations ou leurs dirigeants.
- 2 S.T. s'attaque à ces mythes en s'intéressant au Plateau suisse (du lac Léman à Zurich) du XIIIe au XVe siècle, un espace pluriel, linguistiquement (français/allemand), mais aussi politiquement, avec une mosaïque de seigneuries, et connaissant à cette époque un processus de construction de grands ensembles territoriaux. L'auteur entend éclairer comment les acteurs locaux arrivaient à s'accorder sur des normes juridiques jusque-là non écrites et comment l'ordre seigneurial évolua avec la mise par écrit croissante du droit. Pour cela, il analyse sous un jour nouveau les Weistümer mais aussi un autre type documentaire, les transcriptions d'auditions de témoins lors de procès où il fallait « constater le droit » (Kundschaftsaufzeichnungen). Avec ces sources, S.T. suit trois directions de recherche : les négociations sur les droits non écrits, les techniques de

production d'écriture de ces droits, enfin les usages de ces enregistrements écrits des droits.

- 3 L'ouvrage est construit de manière très claire, qui permet au non-spécialiste de suivre aisément le propos, grâce notamment aux introductions et conclusions intermédiaires. Le premier chapitre, d'introduction, présente le sujet, le contexte, l'état de la recherche. Le deuxième s'intéresse aux évolutions que connurent les Weistümer et les Kundschaftsaufzeichnungen, comme moyens formalisés de « constater le droit » ; dans les deux cas, on passe de normes négociables à des normes fixes, qui deviennent cohérentes et valides pour un territoire donné : en fait, le droit non écrit s'adaptait aux exigences des institutions qui le consignaient ou l'utilisaient. Le troisième chapitre, sur le « maniement des droits seigneuriaux », examine comment les différents acteurs (les seigneurs, leurs officiers, les représentants des communes paysannes...) débattaient des normes juridiques, les négociaient ou exerçaient le droit. Cette analyse de la « seigneurie vécue » fait apparaître un monde très éloigné – car beaucoup plus divers et complexe – de la dichotomie traditionnelle opposant « seigneurs » et « dépendants ». En fait, avec les Weistümer, les « seigneurs » ne constataient pas les normes existantes, ils en établissaient de nouvelles. Ainsi, comme on le voit dans le chapitre 4, analysant les évolutions des techniques de mises par écrit des témoignages oraux sur les normes juridiques à suivre, ces documents, loin d'être la simple transcription de dépositions orales, sont en fait très travaillés, fréquemment retouchés, avec ici une sélection, là une précision ; l'examen de leur matérialité, évoluant de la charte au rôle puis au cahier, montre qu'on passe de documents à lire à haute voix à des textes à consulter en silence, aux articles numérotés, pour les comparer avec les réponses d'autres témoins. Quant aux Weistümer (chapitre 5), le même examen montre que, loin d'être les témoins honnêtes d'un droit immémorial, ils reflétaient plutôt la mise en place d'un nouveau type d'ordre seigneurial et administratif. Le chapitre 6 est consacré aux usages de ces documents, insistant notamment sur l'importance de l'ostentation des documents, à côté de leur lecture (exemple p. 264 d'un recruteur de mercenaires argumentant à l'aide d'une charte scellée, qu'il reconnaît ne pas pouvoir lire).
- 4 La conclusion (chapitre 7) résume les résultats de l'ouvrage et ouvre les perspectives, en insistant notamment sur les tensions existant entre la culture juridique paysanne, la réception du droit savant et le processus de mise par écrit à la fin du Moyen Âge, et sur les constructions du passé que représentaient les Weistümer. Une bibliographie et un index (personnes, lieux, matières) ferment le volume. Ce livre, typiquement suisse en cela qu'il connaît les traditions historiographiques francophones aussi bien que germanophones (mais aussi anglo-saxonnes), fait partie de ces ouvrages qui s'imposent avec une telle évidence qu'ils semblent avoir été faciles à rédiger. Il constitue un ouvrage passionnant sur les pratiques juridiques, l'écriture pragmatique, mais aussi plus généralement sur la domination seigneuriale à la fin du Moyen Âge.
- 5 Olivier Richard (Université de Haute-Alsace)